

Journées Annuelles sur la Gouvernance en Afrique
Conférence « l'Afrique réinvente sa Gouvernance »

Discours à la Cérémonie d'ouverture de Monsieur Soungalo Appolinaire Ouattara
Ministre de la fonction publique, du travail et de sécurité sociale du Burkina Faso

Praia, le 9 juillet 2012

Excellence Monsieur Jorge Carlos de Almeida Fonseca, Président de la République du Cap-Vert,

Excellence Monsieur Pedro Pires Vérona, Président de la Fondation Amilcar Cabral,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et messieurs les présidents d'institution,

Monsieur Cheick Abidoulaye Dieye, Ministre de l'aménagement du territoire et des collectivités locales du Sénégal,

Monsieur Assane Mbaye, coordonnateur de l'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique

Distinguées personnalités,

Mesdames et messieurs,

Avant tout propos, permettez-moi de saluer la présence de Son Excellence Monsieur Jorge Carlos de Almeida Fonseca, Président de la République du Cap-Vert.

Cette présence témoigne à la fois de l'intérêt constant qu'il porte aux questions qui interpellent l'Afrique et de l'hospitalité légendaire de son beau pays, le Cap-Vert.

Je salue toutes les autorités capverdiennes et les éminentes personnalités présentes aux Journées Annuelles sur la Gouvernance en Afrique autour du thème " l'Afrique réinvente sa Gouvernance "

Je remercie particulièrement l'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique pour m'avoir associé à cette initiative.

Excellences, Mesdames et messieurs

J'apporte le salut du gouvernement et du peuple Burkinabé à tous les acteurs ici présents et dont les profils multi-acteurs et multidisciplinaires sont annonciateurs de contributions pertinentes et de propositions novatrices et réalistes pour la construction d'une Afrique prospère.

Permettez-moi ensuite de saluer cette initiative qui traduit l'engagement de l'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique de créer les bases d'un dialogue constructif, fécond et inclusif entre les différentes composantes socioprofessionnelles et les différentes échelles de gouvernance.

Sujet à débats, voire de controverses et même de tensions ou de conflits violents ouverts, la gouvernance, plus qu'un concept, est avant tout un processus d'apprentissage quotidien et collectif de règles et de principes autour desquelles les sociétés humaines conviennent de gérer le bien commun, de réguler les rapports entre l'individu et le groupe ou entre groupes sociaux cohabitant sur les mêmes espaces territoriaux.

De ce point de vue, réfléchir sur la gouvernance ne saurait être l'affaire des seules institutions de l'Etat ou de quelque catégorie d'acteurs.

Cette réflexion doit interpeller les différentes composantes de la société sur leurs rôles respectifs, en fonction des évolutions du monde et des mutations de toutes sortes qui ont des impacts certains sur les aspirations des populations.

Mesdames, Messieurs,

L'Afrique, notre continent, est confrontée à des crises presque chroniques qui interpellent les consciences sociales et questionnent nos pratiques et nos cultures institutionnelles.

La problématique de la gouvernance est un enjeu mondial au regard des crises qui secouent toutes les sociétés du monde y comprises celles occidentales qui s'interrogent aussi, comme nous, sur la solidité de leurs modèles dans un contexte mondial changeant à vive allure.

En Afrique plus qu'ailleurs cette situation est plus inquiétante du fait de la fragilité de nos institutions publiques qui sont, quelques fois en décalage avec les dynamiques socioculturelles.

La présente conférence se tient dans un contexte de crises politico-sécuritaires dans bien des pays. Son opportunité ne souffre donc d'aucun débat.

Ces graves crises politico-institutionnelles qu'ont connues ou connaissent de nombreux pays Africains illustrent fort à propos cette instabilité institutionnelle.

Toutefois, les crises font partie intégrante de l'évolution des sociétés humaines. Le problème n'est donc pas que les crises surviennent.

Le problème est surtout dans les capacités de chaque société à résoudre ses crises et à identifier les leviers de changement permettant d'en sortir le plus rapidement possible et sans dommage, de prévenir d'autres crises.

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Je me réjouis donc que l'Alliance pour Refonder la Gouvernance en Afrique nous invite à la réflexion et à l'action pour une gouvernance pensée et mise en œuvre par les Africains, à partir de leur histoire, leurs valeurs, leur potentiel et leurs réalités tout en restant ouverts aux apports de la civilisation universelle et du village planétaire.

Mon adhésion à cette réflexion est à la hauteur de mon intérêt pour les libertés locales. En effet, dans mon ouvrage, « Gouvernance et libertés locales » publié aux éditions Kartala en 2007 et, s'agissant de la manière de gouverner et de piloter le développement en Afrique, je soutiens que la décentralisation est une nécessité pour conduire le changement et le progrès au plus près du terrain mais elle est d'abord un défi qui appelle aux valeurs positives de l'Afrique.

En effet, ma conviction est établie que la gouvernance est un processus d'apprentissage permanent, une construction patiente et concertée.

C'est un processus dynamique qui s'enrichit à l'épreuve des évolutions et des conjonctures sociopolitiques et économiques tant au niveau local, national qu'international.

Il peut arriver que l'Etat, dans son évolution ne soit pas en phase avec la société d'où la nécessité de le réformer pour l'adapter, dans sa conception et dans son action, aux mutations sociales.

Le Burkina Faso a pris la pleine mesure de cette nécessité. Les nombreuses réformes politiques, institutionnelles et sectorielles entreprises ces dernières années illustrent parfaitement cet engagement à adapter l'Etat, dans son fonctionnement quotidien aux aspirations des citoyens.

Les réformes institutionnelles enclenchées depuis les années 1990, dont la décentralisation, s'inscrivent dans cette dynamique de redonner confiance aux populations et de conférer à l'action publique et aux institutions qui la sous-tendent, toute la légitimité indispensable à son ancrage dans le quotidien des populations.

Les conclusions de nos travaux seront sans aucun doute des sources d'inspiration pour enrichir la réflexion sur la gouvernance en Afrique.

Le Burkina a enclenché une nouvelle dynamique de gouvernance à travers la mise en œuvre du processus de décentralisation, les réformes politiques et institutionnelles en cours et son adhésion à tous les traités et instruments d'intégration régionale et africaine.

D'une part, cet engagement vise à créer les conditions d'une meilleure connaissance des réalités et des attentes des populations, des possibilités de dialogue direct entre décideurs et citoyens, de plus de flexibilité dans les réponses aux besoins en services de base; la promotion du contrôle citoyen de la production et la fourniture des services publics restent des lignes forces de cette démarche.

D'autre part, il traduit la pleine conscience des autorités que les frontières héritées de la colonisation ne devraient pas constituer un frein aux aspirations des populations à plus d'espaces de mobilité dans leurs quêtes de mieux être.

En organisant cette conférence, l'Alliance nous rappelle que dans l'espace public local se côtoient différents acteurs qui forment une communauté de destin et doivent collaborer étroitement pour maintenir et renforcer la cohésion sociale sans laquelle tout effort de développement peut s'avérer vain.

Elle nous interpelle aussi sur l'urgence de favoriser l'émergence d'une nouvelle façon de penser l'action publique, du local régional en passant par le national, au plan économique, politique et sociale en partant des aspirations collectives.

Une telle vision suppose d'une part, la prise en compte de chaque catégorie d'acteurs avec son expertise et son expérience, du nécessaire dialogue entre elles, et d'autre part, une bonne articulation entre les échelles territoriales dans la conception, la planification et la mise en œuvre des politiques publiques.

Mesdames et Messieurs

En faisant le déplacement, je voulais dans un premier temps, m'acquitter d'un agréable devoir, celui d'apporter mon soutien, en tant qu'intellectuel africain engagé dans la réflexion et l'action sur la gouvernance, surtout locale. C'est de cet engagement qu'est venue ma rencontre avec l'Alliance.

Dans un second temps, je voudrais vous assurer de toute l'attention particulière que je porterai aux recommandations de ces Journées de réflexion.

Avant de terminer, mon propos, permettez-moi de réitérer nos remerciements aux autorités du Cap Vert et aux organisateurs de cette grande rencontre pour tous les égards dont nous sommes l'objet depuis notre arrivée à Praia.

Je vous remercie.